

Il faut revoir la manière de traiter la question sociale, et la remettre au cœur du fonctionnement même de l'économie restructurée

Le social n'est pas soluble dans l'écologie

Publié dans Ouest-France, le 24 février 2022

La question politique centrale, celle de l'organisation de la vie ensemble dans une société, est d'en assurer la prospérité et la sécurité. Le cœur de la question sociale concerne la manière dont la prospérité est répartie entre l'ensemble des citoyens. A de nombreux moments de l'histoire ici et là, la politique s'est efforcée d'agir sur cette répartition souvent parce que l'excès d'inégalité mettait en péril la sécurité.

Entre la crise de 1929 et les années 1980 les inégalités ont été réduites, moins par des modifications dans le mode de fonctionnement général de l'économie que par la correction extérieure de ses effets inégalitaires, *via* l'impôt et la redistribution organisés par l'État. Cela a conduit les économies riches à dépenser 20% de leur PIB en dépenses sociales (moyenne des pays de l'OCDE) et à prendre en charge directement nombre de dépenses, souvent au-delà de l'administration et de la sécurité. En 2019, les dépenses publiques totales représentaient 40% environ du PIB aux États-Unis, 45% en Allemagne, 55% en France. Les déficits et les dettes enflent.

En dépit de l'élévation des dépenses, la montée des inégalités a repris depuis les années 1980. Les très hauts revenus s'envolent, la pauvreté ne régresse plus et les classes moyennes voient leur niveau de vie relatif se dégrader. Entre les pays, hormis quelques-uns qui ont su s'immiscer dans la compétition mondiale des nations et des firmes, comme le Japon dans le passé, la Chine aujourd'hui, les inégalités demeurent. La situation en Amérique Latine s'est à peine maintenue, celle de l'Afrique et de l'Asie du Sud reste précaire : selon la FAO 40% de la population mondiale n'a pas accès à une alimentation suffisante. Bref la question sociale n'est pas réglée et la question écologique qui surgit n'en amène pas la solution avec elle.

En dépit de l'élévation des dépenses, la montée des inégalités a repris depuis les années 1980. Les très hauts revenus s'envolent, la pauvreté ne régresse plus et les classes moyennes voient leur niveau de vie relatif se dégrader. Entre les pays, hormis quelques-uns qui ont su s'immiscer dans la compétition mondiale des nations et des firmes, comme le Japon dans le passé, la Chine aujourd'hui, les inégalités demeurent. La situation en Amérique Latine s'est à peine maintenue, celle de l'Afrique et de l'Asie du Sud reste précaire : selon la FAO 40% de la population mondiale n'a pas accès à une alimentation suffisante. Bref la question sociale n'est pas réglée et la question écologique qui surgit n'en amène pas la solution avec elle.

L'urgence écologique est indéniable même s'il reste des climato-sceptiques et quelques optimistes. Ceux qui pointent des restaurations réussies, comme la lutte contre le trou dans la couche d'ozone ou les eaux redevenues propres de telle ou telle rivière. Ces bonnes nouvelles ne peuvent cacher la tendance générale à l'épuisement et à la dégradation de notre Terre. L'effondrement n'est pas certain, mais les catastrophes dites naturelles se multiplient déjà et le réchauffement va se poursuivre entraînant toujours plus de drames.

Réduire l'excès de la production matérielle

Toute affaire cessante, devons-nous donc, si nous sommes réalistes et conséquents, nous mobiliser pour mettre enfin un terme au processus de dégradation ? Sachant que la cause immédiate et première de cette dégradation est l'excès de production matérielle. Excès de biens manufacturés pour notre consommation, excès d'emploi de matières et d'énergie pour leur production, excès des rejets induits dans l'environnement. Y mettre fin signifie une décroissance de la production. Le terme écorche l'entendement du plus grand nombre mais il faut dire la vérité.

Réduire l'excès de la production matérielle, d'une manière ou d'une autre, cela signifie arrêter la course à la croissance sans fin. Cela ne veut pas dire réduire la quantité et la diversité des biens consommés, mais stopper leur obsolescence accélérée. Dit autrement c'est garantir à tous les objets manufacturés une durée de vie longue, par exemple vingt-cinq ans pour une automobile ou tout produit électroménager.

Dans ces conditions que devient la question sociale ? Malgré les espoirs d'emplois « verts », la décroissance va réduire le travail et, par la suite, exiger plus de redistribution pour éviter la montée des inégalités. Mais avec la réduction de la production disparaissent des possibilités de redistribution. Il faut donc revoir la manière de traiter la question sociale et la remettre au cœur du fonctionnement même de l'économie restructurée. Le social n'est pas soluble dans l'écologie. Mieux ou pire, sans réinsertion de l'économie dans le social, pas de réelle avancée possible sur le front de l'écologie.

Marc Humbert, convivialiste, professeur émérite d'économie politique (Université de Rennes, Liris)